

## ORDRE DU JOUR

- Fonctionnement du CCE :  
Approbation PV du 17/03/2016 (2) et  
du 14/04/2016
- Bilan de la Participation de GRDF à  
l'Effort de Construction
- Dossier CICE

En raison du comportement inacceptable du gouvernement face à cette loi destructive EL KHOMRI, la délégation FO Énergie et Mines composée de Patrick MOUTTE et Valérie LAPORTE a lu la déclaration suivante et a quitté la séance.

Massive, combative, revendicative, la manifestation nationale unitaire du 14 juin à Paris et en province est une grande réussite.

Elle illustre la détermination sans faille des salariés, des privés d'emploi, des jeunes et des retraités à gagner le retrait du projet de loi Travail et à obtenir de nouveaux droits.

FO Énergie et Mines dénonce une nouvelle fois les violences qui ont émaillé les abords de la manifestation. Son service d'ordre a joué son rôle en assurant le bon déroulement du cortège syndical.

FO Énergie et Mines et d'autres organisations demandent au gouvernement de garantir les bonnes conditions d'exercice du droit de manifester.

Il est de sa responsabilité d'assurer la sécurité et le maintien de l'ordre.

Le Premier ministre assimile les manifestants à ceux qu'il qualifie de casseurs et rejette sa propre responsabilité sur les organisations syndicales en leur imputant le climat social qui se détériore.

Il veut interdire les manifestations !  
Comme si en muselant la contestation, il réglait le problème !

**C'est inadmissible !  
Le gouvernement refuse d'entendre !**

Il cherche à détourner l'opinion publique du cœur du sujet posé par le projet de loi.

FO Énergie et Mines et d'autres organisations quant à elles restent centrées sur :

■ L'inversion de la hiérarchie des normes, les accords de développement et de maintien de l'emploi, les conditions de licenciement, le référendum d'entreprise, la médecine du travail. Autant d'éléments dans le projet de loi qui en l'état sont défavorables aux salariés.

Comment peut-il continuer à mépriser ainsi l'expression de millions de salariés, de privés d'emplois, de jeunes et de retraités ?

Comment peut-il refuser le dialogue que demandent les organisations depuis des mois ?

Le Président de la République reste silencieux après le courrier des organisations syndicales du 20 mai.

Restera-t-il de marbre devant les milliers de votations que lui remettront les organisations le 28 juin prochain ?

D'ores et déjà des dizaines de milliers de votations pour le retrait du projet de loi sont recueillies.

Les organisations dont FO Énergie et Mines appellent les salariés, les privés d'emploi, les jeunes, et les retraités à voter massivement.

Depuis trois mois se multiplient les pétitions, manifestations, grèves, occupations de lieu de travail... le rejet du projet de loi est bien réel et il demeure profondément ancré y compris dans l'opinion publique.

FO Énergie et Mines appelle à poursuivre les actions revendicatives sous les formes décidées localement et à participer massivement aux journées de mobilisation nationales les 23 et 28 juin prochains.

Le 23 juin, pendant l'examen au Sénat (grèves, interpellations des parlementaires, rassemblements, manifestations, conférences de presse...),

■ le 28 juin prochain, date prévue du vote du Sénat, pour remettre la votation citoyenne auprès des préfetures et à la Présidence de la République pour la région parisienne et en organisant des grèves et des manifestations.

Monsieur le président, vous avez entendu nos observations et alertes, nous savons qu'aucune réponse ne sera apportée aujourd'hui, et, dans ce cadre, FO Énergie et Mines a décidé de ne pas siéger.

Prochain CCE le 7 juillet 2016